



MARCO BERTORELLO/AFP/Getty Images

L'Italie va en guerre avec l'Allemagne

- Richard Palmer
- [08/06/2018](#)

Pas littéralement, bien sûr. Mais le gouvernement italien presque formé, veut combattre les règles de Berlin pour la zone euro. Personne ne va mourir—mais cela pourrait amener l'Union européenne à un moment où « ça passe ou ça casse », d'où elle sortira plus forte, plus dominante et plus dangereuse que jamais auparavant.

En mars, j'avertissais que l'Allemagne pourrait « faire face à un scénario cauchemardesque » suite aux élections en Italie. Ce scénario nous y mène presque.

Deux partis marginaux sont prêts à former une coalition. L'extrême gauche et l'extrême droite vont s'unir—et ils ne peuvent vraiment s'entendre que sur leur opposition à l'Allemagne.

Le plus grand parti dans la coalition est le Mouvement 5 étoiles. Il a été fondé en 2009 par le comédien Beppe Grillo. Ce parti veut mettre les élites à la porte et introduire un nouveau système politique. Il s'est fait le champion de l'utilisation des sondages en ligne pour prendre des décisions importantes fondées sur la volonté de ses membres.

Son partenaire est Lega (la Ligue). À l'origine appelé Lega Nord (la Ligue du Nord), c'était un parti d'extrême droite militant pour l'autonomie et même l'indépendance du Nord de l'Italie. Mais il a laissé tombé le « Nord » et fait campagne pour les politiques anti-UE et anti-migrants—en appelant à une déportation de masses, etc. Lega est maintenant le plus grand parti de droite d'Italie. Il est souvent caractérisé, et pas entièrement à tort, « d'extrême droite ».

Les deux ont convenu d'une plate-forme et d'un candidat pour premier ministre : un obscur professeur de droit, Giuseppe Conte. Leur programme doit juste être approuvé par le président italien Sergio Mattarella et ils sont en route—prêts à réduire les taxes et à augmenter les dépenses.

Les marchés financiers se sont déjà ajustés. *Fitch Rating* a émis une alerte rouge. Les taux d'intérêts sur la dette de l'Italie ont bondi.

Partager une monnaie signifie partager certains risques. Si l'Italie s'effondre, l'Allemagne devra choisir entre la financer ou encaisser un coup car les Italiens les plus pauvres arrêteront d'acheter les produits allemands et le domino italien fera s'effondrer d'autres économies européennes.

La crise de l'Euro en 2008 a clairement fait ressortir ce risque. Depuis lors, l'Allemagne a poussé plus de règles sur la zone euro pour essayer de forcer les autres pays à maintenir leurs économies en bonne santé. Maintenant, comme Bloomberg s'est exprimé, la coalition italienne « ne transgresse pas seulement ces règles ; elle s'en moque ». Ambrose Evans-Pritchard du *Telegraph* l'appelle « une révolte totale ».

Le fardeau de la dette de l'Italie est plus important que celui de tous les autres pays développés à l'exception du Japon. La coalition veut emprunter encore plus. Selon les estimations de Citigroup, elle projette de repousser les limites de dépenses de la zone euro et de dépenser deux fois plus que le maximum. Elle veut aussi ignorer les règles de l'UE sur combien le gouvernement peut venir en aide aux entreprises. Et elle veut transgresser les règles du plan de sauvetage de la banque de la zone euro.

Un premier projet d'accord de coalition, qui a fuit, comprenait également un refus de payer €250 milliards (\$294.6 milliards US) de sa dette à la Banque centrale européenne. Cela a été retiré de la version finale, mais le secret est maintenant révélé —le monde sait que la coalition a pensé à tout simplement pas rembourser ses dettes.

Pour couronner le tout, la coalition parle même d'introduire sa propre devise parallèle—le mini-BoT. C'est essentiellement une monnaie imprimée par le gouvernement italien pour rembourser ses dettes. Le gouvernement l'accepterait des entreprises pour payer leurs impôts. Les entreprises publiques, y compris les compagnies ferroviaires et de pétrole, l'accepteraient aussi comme paiement.

L'introduction d'une nouvelle monnaie, comme celle-là dans la zone euro, est tout à fait contraire aux règles. Mais encore une fois, l'Italie ne s'en soucie pas. « Si l'UE dit que nous ne pouvons pas faire cela, nous le ferons quand même », a dit Alberto Bagnai, un sénateur de Lega et l'un des principaux économistes d'Italie.

Pendant ce temps dans le reste de l'Europe, « les principaux banquiers et les ministres des finances de la zone euro ont été équilibrés dans leurs réactions à la proposition du mini-BoT », a écrit le *Financial Times*. « Équilibré, c'est-à-dire, entre l'outrage et l'apoplexie. »

Ceci est plus dangereux pour l'Allemagne qu'un Brexit italien—un Quitalie. Le plan réel de la coalition semble être d'ignorer toutes les règles de la zone euro et d'emprunter autant qu'elle le peut, sachant que lorsque la facture arrivera à échéance, l'Allemagne devra les aider à la payer ou à souffrir elle-même de conséquences bien pires. Les mini-BoTs pourraient être encore plus destructifs. « Si les mini-BoTs sont introduits sur une grande échelle, les tensions politiques pourraient éventuellement forcer soit l'Italie ou l'Allemagne à sortir de l'euro », a continué le *Financial Times*. « Ayant fait ses dommages, le plan du mini-BoT serait finalement échoué. »

Jusqu'à présent, chaque fois qu'un pays de la zone euro a menacé de défier l'Allemagne, il a été forcé de se soumettre. Avec l'Italie c'est une autre histoire. Elle est une économie du G-7. Dans un combat économique, elle peut menacer l'Allemagne avec quelque chose semblable à une destruction mutuellement assurée.

L'Allemagne aura-t-elle recours à d'autres moyens pour forcer à se conformer ? C'est presque arrivé quand la Grèce l'a défié en 2015. Puis le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a écrit dans son livre *Conversation entre adultes* que le premier ministre grec Alexis Tsipras « m'a dit qu'il craignait qu'un sort comme 'Goudi' nous attendait si nous persévérions—une référence à l'exécution de six politiciens et chefs militaires en 1922.

Tsipras « a commencé à insinuer que quelque chose comme un coup d'État pourrait avoir lieu, me disant que le président de la République, Stournaras, le service des renseignements et des membres de notre gouvernement étaient dans un état 'prêts' ». La Grèce vota pour défier l'Allemagne dans un référendum avec 61,3 pour cent des votes. Cependant, des craintes comme celles-ci ont incité le premier ministre à céder devant l'Allemagne.

Le fondateur de *Geopolitical Futures*, George Friedman, décrit la confrontation menaçante dans son livre *Flashpoints* : « Alors qu'un sentiment anti-allemand et anti-austérité se lève, l'Allemagne, avec des intérêts vitaux, des investissements, des marchés et autres, deviendra une cible, et les attaques contre ses intérêts vont se multiplier. L'Allemagne aura le choix d'accepter la punition ou d'utiliser ses vastes ressources pour transformer la richesse en pouvoir. ... L'Allemagne fera face à des choix austères, et l'accroissement de sa force dans toutes les dimensions deviendra plus supportable que les autres alternatives. L'Allemagne deviendra alors une puissance à part entière, montrant d'abord sa force politique et, avec le temps, sa force militaire alors que la pression augmente.

Cette pression est sur le point de se développer davantage. Avancer au-delà du pouvoir économique est peut être la seule option de l'Allemagne.

Ça pourrait ne pas se produire tout d'un coup. L'Italie a déjà pré-emprunté beaucoup de la dette qu'elle a besoin pour maintenir le pays à flot pour le reste de l'année—de sorte que le moment de la crise pourrait survenir un peu plus tard. Mais il est difficile de voir comment une coalition comme celle de l'Italie, avec un plan pour abaisser les taxes et en même temps garantir un revenu minimum, peut coexister dans une union monétaire avec l'Allemagne qui est allergique à l'impression de monnaie et aux dettes massives.

Tout cela n'est pas la faute de l'Italie. Comme je l'ai écrit auparavant, [l'euro a été mis en place au profit de l'Allemagne](#). Des fonctionnaires européens ont déjà renversé un gouvernement italien au nom de la protection de l'euro. Le système politique de l'Italie et son économie sont dysfonctionnels pour plusieurs raisons—et l'euro n'en est qu'un. Mais je peux comprendre pourquoi beaucoup d'Italiens sont aussi en colère contre ça.

Il sera intéressant de suivre comment cette confrontation se déroulera. C'est un combat bien plus égal que celui de l'Allemagne contre la Grèce. Mais comme j'ai écrit dans le numéro de la *Trompette* de mai-juin 2018 (en anglais seulement), nous attendons, depuis longtemps, une crise de transformation en Europe. Le sujet de cet article était l'Italie, et nous n'avons jamais pu le publier sur la page principale de notre site internet, alors je finirai avec les mêmes mots.

Une zone euro au bord de la guerre civile. Une Allemagne qui a peiné à rapiécer un gouvernement après sa plus longue négociation de coalition dans l'histoire. L'Espagne luttant pour rester unie comme pays, son gouvernement possiblement sur le point de s'effondrer. Voilà l'Europe aujourd'hui—un continent au bord d'une transformation massive. Les affaires courantes comme d'habitude ne peuvent simplement plus être une option beaucoup plus longtemps.

La Bible prédit cette transformation. Dans Apocalypse 17, elle décrit une union étroitement unie de 10 rois, unis sous un dirigeant fort. Actuellement, l'Europe est un groupement lâche de 28 démocraties sous 28 chefs de gouvernement et trois présidents européens. Bien qu'ils aient tenté de resserrer cet ensemble en une union plus forte et qu'ils aient franchi des étapes significatives, une Europe fédérale solide demeure insaisissable.

Pourquoi ? Parce qu'unir un super-état est une tâche énorme. Et ce n'est qu'en temps de crise majeure que les Européens abandonneront des parties significatives de leur souveraineté.

Dans la *Pure Vérité* de novembre 1965, Herbert W. Armstrong a écrit au sujet d'un fait « strict et sévère » que les nations d'Europe doivent affronter. « Ce fait crucial est ceci : Les nations d'Europe sont pratiquement incapables de s'unir par leurs propres manœuvres politiques », écrivait-il. « Durant plus de 31 ans, la *Pure Vérité* a dit que l'Europe allait s'unir ! Et aussi depuis plus de 31 ans, nous avons dit que ces mêmes pays ne peuvent s'accorder entre eux. »

Comment peuvent-ils s'unir ? Voici comment M. Armstrong a répondu à cette question :

Durant des années la *Pure Vérité* a dit que ces pays vont devoir se rendre compte de leur incapacité à s'unir politiquement—à choisir un leader politico-militaire commun à qui tous peuvent faire confiance. Ils vont finalement faire face au fait qu'ils doivent chercher une autorité suprême à qui ils peuvent tous faire confiance ! Cette autorité suprême ne peut être un politicien, ou un général (de Gaule est à la fois les deux). La seule réponse possible est un dirigeant religieux !

Surveillez les développements qui vont soudainement accélérer l'unification politique et militaire de l'Europe, à travers une union religieuse ! Cette nouvelle tendance peut ne pas commencer cette année—ou l'an prochain. Mais dans très peu de temps quand même, elle devra commencer. Et quand ce sera le cas, les événements se dérouleront à la vitesse de l'éclair qui étonnera le monde.

M. Armstrong a écrit cela il y a plus de 50 ans, et les Européens ne se sont toujours pas tournés vers la religion pour s'unir entre eux. Jusqu'à ce qu'ils le fassent, ils ne peuvent simplement pas s'unir. Et si l'Europe ne peut s'unir, ses crises continueront de s'aggraver.

Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe, a déclaré ces paroles célèbres, « L'Europe sera forgée par les crises, et sera la somme des solutions adoptées pour ces crises. » Les concepteurs de l'euro savaient que cela ne fonctionnerait jamais—qu'une monnaie commune sans gouvernement commun provoquerait des crises continues.

Cependant même ces crises n'ont pas pu forcer l'Europe à s'unir complètement. Les crises vont durer jusqu'à ce que l'Europe soit suffisamment désespérée pour une solution, qu'elle se tournera vers une puissance religieuse. Apocalypse 17 montre clairement que le super-état européen de 10 nations sera mené par une église.

Le rédacteur en chef de la *Trompette* expliquait en avril 2006 comment ceci se produirait :

Tout au long de l'histoire de l'Europe, ce qui l'a aidé à surmonter ses divisions a été une unité des objectifs entre l'église et l'état. Charlemagne a montré comment l'Europe peut être puissante quand elle forme un partenariat entre l'Allemagne et l'Église catholique romaine pour créer le Saint Empire romain. Cet empire s'est élevé à plusieurs reprises depuis cette époque.

Mais cette union église-état n'a pas toujours été un mariage heureux. Habituellement les deux ont été liés à cause d'une crise—une urgence. ...

Herbert W. Armstrong croyait que le même modèle se produirait encore à notre époque—que les nations européennes s'uniraient soudainement à cause d'une crise, et que l'Église catholique romaine jouerait un rôle important dans la résolution de cette urgence. En temps de crises, la religion a ses moyens pour rapprocher les gens !...

Des crises qui se développent pourraient amener à cette 'urgence' et pousser l'Europe à se tourner vers une Allemagne nouvellement renforcée et finirait par unir l'église et l'état—en partant de l'affaiblissement de l'économie américaine et au danger qui menace au Moyen-Orient.

Le parcours de l'Italie et de l'Europe vers l'avenir est chaotique et incertain. Mais la Bible montre clairement que c'est la destination finale pour les Européens : une union de l'église et de l'état formant l'une des plus fortes puissances de l'histoire.

Pour en savoir davantage sur l'ensemble des solutions de l'Europe à ses crises, lisez notre livre gratuit [L'Allemagne et le Saint Empire romain](#). ■



Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de

**L'Allemagne et
le Saint Empire
romain**

maintenant en cliquant ici.